

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
11 octobre 2023  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 11 octobre 2023, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président de la Commission  
de consolidation de la paix**

Je vous remercie de l'invitation qui m'est faite, en ma qualité de Président de la Commission de consolidation de la paix, de présenter un avis écrit, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, à l'occasion de la séance d'information consacrée à la région des Grands Lacs qui doit avoir lieu le mardi 17 octobre 2023 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Le Président de la Commission  
de consolidation de la paix  
(Signé) Ivan Šimonović



**Annexe à la lettre datée du 11 octobre 2023 adressée  
au Président du Conseil de sécurité par le Président  
de la Commission de consolidation de la paix**

**Avis adressé au Conseil de Sécurité par la Commission  
de consolidation de la paix sur la région des Grands Lacs**

**Le 10 octobre 2023**

Dans le cadre de l'action qu'elle continue de mener dans la région des Grands Lacs, et dans le prolongement de l'avis qu'elle lui avait adressé en avril 2023, la Commission de consolidation de la paix invite le Conseil de sécurité à envisager de faire ce qui suit :

a) Réaffirmer que l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région constitue toujours un mécanisme et une trajectoire essentiels pour parvenir à une paix, une stabilité et un développement durables dans la région, notamment en s'attaquant aux causes profondes du conflit ;

b) Souligner qu'il importe de mettre en œuvre les accords qui favorisent l'intégration économique et financière régionale et contribuent au développement durable, avec l'appui du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs ;

c) Déclarer de nouveau craindre que, si rien n'est fait pour réduire l'exploitation illégale et le trafic de ressources naturelles et pour amener les responsables, notamment les groupes armés, à en répondre, la région continuera de subir un cycle de violence qui compromet la perspective d'une paix et d'un développement régionaux durables ;

d) Se déclarer préoccupé par la situation humanitaire dans l'est de la République démocratique du Congo, qui tient aux hostilités que les groupes armés continuent d'entretenir et à l'augmentation du nombre de cas de violence sexuelle et fondée sur le genre, demander à toutes les parties au conflit armé de prendre part immédiatement à une pause humanitaire pérenne, de façon à permettre l'acheminement rapide, sûr, sans entrave et durable de l'aide humanitaire, et demander une action d'envergure sur le plan humanitaire et en matière de développement qui serait rendue possible notamment par la mobilisation des ressources nécessaires au financement des plans de réponse humanitaire, ainsi que par le décaissement des fonds déjà promis ;

e) Renforcer, à cet égard, sa participation et son appui aux initiatives prises par les organisations régionales et sous-régionales, notamment l'Union africaine, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, la Communauté d'Afrique de l'Est et la Communauté de développement de l'Afrique australe, en faveur de la paix et de la stabilité en République démocratique du Congo, notamment les processus de Nairobi et de Luanda ;

f) Demander instamment aux États de la région et à la communauté internationale d'appuyer le renforcement et l'amélioration des capacités en matière d'élections et de gouvernance des pays de la région des Grands Lacs qui en font la demande, et souligner qu'un dialogue continu et inclusif et une éducation civique renforcée sont essentiels pour que les élections aient lieu en

temps voulu et se déroulent de façon pacifique, ouverte à tous et crédible, conformément aux constitutions respectives des pays ;

g) Réaffirmer qu'il importe que l'Organisation des Nations Unies et les parties prenantes de la région, notamment le Bureau de l'Envoyé spécial et les équipes de pays des Nations Unies, adoptent une démarche stratégique, intégrée et cohérente pour pérenniser les acquis en matière de consolidation de la paix, en particulier dans le contexte de la transition et du retrait de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo ;

h) Demander de nouveau la participation pleine, égale et véritable et l'inclusion des femmes ainsi que la participation pleine, égale et véritable des jeunes aux négociations de paix, à la consolidation de la paix et aux efforts de relèvement.

---